T-498-74

T-498-74

## **Regal Wholesale Ltd.** (*Plaintiff*)

ν.

# The Queen (Defendant)

Trial Division, Dubé J.—St. John, March 16, 17; Ottawa, April 2, 1976.

Income tax—Associated companies—Defendant claiming plaintiff associated with "V Co."—Defendant contending that "A" transferred shares in plaintiff to "W" and "E" transferred shares in plaintiff to "L"—Plaintiff denying such transfer, claiming "W" and "L" not shareholders of plaintiff—Income Tax Act, R.S.C. 1952, c. 148, as am., ss. 39, 139(1)(ac),(5a),(5c)(a),(5d)(a),(6)—New Brunswick Companies Act, R.S.N.B. 1952, c. 33, ss. 73, 104(1).

Plaintiff appealed a re-assessment on the basis that it was associated with V Co. The Minister claimed that A conveyed 199 shares of plaintiff to W (her brother-in-law) and that E (son of W) conveyed 199 shares of plaintiff to L (brother of W and husband of A). Plaintiff denied such transfer, and claimed that W and L were not shareholders of plaintiff. W and L controlled P.J. Ltd., of which V Co. was a wholly-owned subsidiary. The assessment was based on endorsements on the back of the share certificates, and on a stock purchase agreement signed by W and L. Plaintiff claims that there was no intention to transfer the shares from A and E to W and L, and alleges that there was no transfer as the names were not recorded on the register.

Held, dismissing the appeal, the re-assessments are confirmed. W and L never intended to divest themselves of their shares of plaintiff. They had been advised not to appear on the company register as owners of record to avoid the associated companies provisions. They had E and A endorse the transfer certificates over to them, and kept the certificates in their possession and under their control. The signing of the stock purchase agreement confirms this conclusion. Although from the company's standpoint, the transferee does not become a shareholder until his name is recorded on the company register, as between transferor and transferee, it is the execution and delivery of the certificate that is essential. W and L were beneficial owners of the majority of shares of plaintiff, and, thus, plaintiff and V Co. are associated.

Defendant's alternative argument (i.e. that even without regard to the effect of the non-registered transfers, plaintiff and V Co. are associated) is equally valid. The three requirements of section 39(4)(d) have been met. (1) V Co. was "controlled by one person" (P.J. Ltd.). (2) P.J. Ltd. was "related to each member of a group of persons" (A and E) that controlled plaintiff, and (3) the ownership of P.J. Ltd. of shares in both j plaintiff and V Co. satisfies the third requirement of section 39(4)(d) (i.e. "one of those persons owned directly or indirectly

## Regal Wholesale Ltd. (Demanderesse)

c.

b

# La Reine (Défenderesse)

Division de première instance, le juge Dubé—Saint-Jean, les 16 et 17 mars; Ottawa, le 2 avril 1976.

Impôt sur le revenu—Compagnies associées—La défenderesse prétend que la demanderesse est associée à «V Co.»—La défenderesse soutient que «A» a cédé à «W» des actions de la demanderesse et que «E» a fait de même au profit de «L»—La demanderesse nie l'existence de ce transfert, affirmant que «W» et «L» ne sont pas actionnaires de la demanderesse—Loi de l'impôt sur le revenu, S.R.C. 1952, c. 148 et ses modifications, art. 39, 139(1)ac),(5a),(5c)a),(5d)a) et (6)—Loi sur les compagnies du Nouveau-Brunswick, S.R.N.-B. 1952, c. 33, art. 73 et 104(1).

La demanderesse a interjeté appel d'une nouvelle cotisation établie au motif qu'elle est associée à V Co. Le Ministre a prétendu que A a cédé 199 actions de la demanderesse à W (son beau-frère) et que E (fils de W) a cédé 199 actions de la demanderesse à L (frère de W et mari d'A). La demanderesse a nié que cette cession ait eu lieu et a affirmé que W et L n'étaient pas actionnaires de la demanderesse. W et L contrôlaient P.J. Ltd. dont V Co. était une filiale en propriété exclusive. La cotisation se fondait sur les endossements des certificats d'actions et sur une convention d'achat d'actions signés par W et L. La demanderesse affirme que A et E n'avaient pas l'intention de céder les actions à W et L et elle allègue qu'il n'y a pas eu de transfert puisque les noms n'ont jamais été portés au registre.

Arrêt: l'appel est rejeté et les nouvelles cotisations sont confirmées. W et L n'ont jamais eu l'intention de se dessaisir de leurs actions dans la demanderesse. On leur avait conseillé de ne pas figurer comme propriétaires sur le registre de la compagnies associées. E et A leur ont transmis les certificats de cession par voie d'endossement et ces derniers les ont gardés en leur possession. Le fait qu'ils ont signé la convention d'achat d'actions confirme cette conclusion. Bien que, du point de vue de la compagnie, le cessionnaire ne devienne actionnaire que lorsque h son nom est inscrit au registre, entre le cédant et le cessionnaire, l'exécution du certificat de cession et sa délivrance constituent les éléments essentiels. W et L étaient les propriétaires de la majorité des actions de la demanderesse et par conséquent cette dernière et V Co. sont des compagnies associées.

L'argument subsidiaire de la défenderesse est également valable (à savoir que la demanderesse et V Co, étaient associées sans que l'on ait à considérer l'effet juridique des transferts non enregistrés d'actions). Les trois exigences de l'article 39(4)d) sont satisfaites. (1) V Co, étaient «contrôlée par une personne»  $(P.J. \ Ltd.)$ , (2)  $P.J. \ Ltd.$  était «liée à chaque membre d'un groupe de personnes» (A et E) qui contrôlaient la demanderesse et (3) le fait que  $P.J. \ Ltd.$  possède à la fois des actions de la demanderesse et de V Co, suffit pour remplir la troisième

one or more shares of ... each of ..."). The fact that neither A nor E owned shares in V Co. does not prevent the operation of this provision. And, while plaintiff argued that this position is based on the premise that A and E are a "group" who controlled plaintiff, and they did not constitute a group, the two have a community of interest and concern, a common connection and sufficient collective unity to form a "group".

Buckerfield's Ltd. v. M.N.R. [1965] 1 Ex.C.R. 299; Danalan Investments Limited v. M.N.R. [1973] C.T.C. 251; Electric Power Equipment Ltd. v. M.N.R. [1968] 1 Ex.C.R. 460; Yardley Plastics of Canada Ltd. v. M.N.R. 66 DTC 5183; S. Madill Ltd. v. M.N.R. [1972] F.C. 6; Vina-Rug (Canada) Ltd. v. M.N.R. [1968] S.C.R. 193, applied. Re Montgomery and Wrights Ltd. (1916-17) 38 O.L.R. 335, discussed.

INCOME tax appeal.

#### COUNSEL:

E. N. McKelvey, Q.C., for plaintiff. O. A. Pyrcz for defendant.

#### SOLICITORS:

McKelvey, Macaulay, Machum & Fairweather, Saint John, for plaintiff.

Deputy Attorney General of Canada for defendant.

The following are the reasons for judgment rendered in English by

DUBÉ J.: This is an appeal from a re-assessment of the plaintiff's income tax for the 1968 and 1969 taxation years. By notices of re-assessment dated the 24th day of March 1971, the Minister reassessed the plaintiff (hereinafter "Regal") on the basis that it was associated with National Vending Company Limited (hereinafter "Vending") within the meaning of subsection 39(4) of the *Income Tax Act*<sup>1</sup> and the taxes payable by Regal upon its taxable income for 1968 and 1969 were to be computed according to subsection 39(3) of the Act. Regal claims that its taxable income for the two years should be computed in accordance with subsection (1) and not subsections (2) or (3) of section 39.

exigence de l'article 39(4)d) (à savoir «une de ces personnes possédait directement ou indirectement une ou plusieurs actions de ... chacune des ...»). Le fait que ni A ni E ne possédaient des actions de V Co. n'empêche pas l'application de cette disposition. Et bien que la demanderesse ait fait valoir que cet argument était fondé sur la proposition selon laquelle A et E constituaient un «groupe» de personnes qui contrôlaient la demanderesse, et qu'ils ne formaient pas un groupe au sens de la Loi, ces deux personnes ont une communauté d'intérêt et d'objectif, des relations courantes et une unité suffisante pour constituer un «groupe».

Arrêts appliqués: Buckerfield's Ltd. c. M.R.N. [1965] 1 R.C.É. 299; Donalan Investments Limited c. M.R.N. [1973] C.T.C. 251; Electric Power Equipment Ltd. c. M.R.N. [1968] 1 R.C.É. 460; Yardley Plastics of Canada Ltd. c. M.R.N. 6 DTC 5183; S. Madill Ltd. c. M.R.N. [1972] C.F. 6; Vina-Rug (Canada) Ltd. c. M.R.N. [1968] R.C.S. 193. Arrêt analysé: Re Montgomery and Wrights Ltd. (1916-17) 38 O.L.R. 335.

APPEL en matière d'impôt sur le revenu.

#### AVOCATS:

f

E. N. McKelvey, c.r., pour la demanderesse. O. A. Pyrcz pour la défenderesse.

#### PROCUREURS:

McKelvey, Macaulay, Machum & Fairweather, Saint-Jean, pour la demanderesse. Le sous-procureur général du Canada pour la défenderesse.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement rendus par

LE JUGE DUBÉ: Appel est interieté d'une noug velle cotisation établie à l'égard du revenu de la demanderesse pour les années d'imposition 1968 et 1969. Par des avis de nouvelles cotisations datés du 24 mars 1971, le Ministre a établi une nouvelle cotisation à l'égard du revenu de la demanderesse (ci-après appelée «Regal») au motif qu'elle était associée à National Vending Company Limited (ci-après appelée «Vending») au sens du paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt sur le revenu<sup>1</sup> et que l'impôt payable par Regal sur son revenu imposable de 1968 et 1969 devait être calculé conformément au paragraphe 39(3) de la Loi. Regal prétend que son revenu imposable pour les deux années doit être calculé conformément au paragraphe (1) et non pas d'après les paragraphes (2) et (3) de l'article 39.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> R.S.C. 1952, c. 148.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> S.R.C. 1952, c. 148.

c

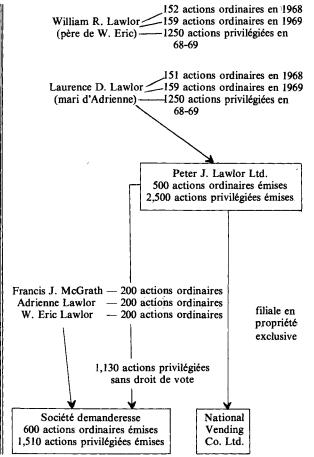
By its amended statement of claim, plaintiff also claims that the interval of twenty-nine months between the filing of its objection and the confirmation of the re-assessment by the Minister of National Revenue constitutes a breach of the a requirement in subsection 58(3) of the Act that the Minister shall make such confirmation with "all due despatch". At the opening of the trial, plaintiff withdrew its amendment and reverted to the original statement of claim. Counsel for the defendant pointed out in argument that the amendment had necessitated a second examination for discovery and that relevant costs should be taxed against plaintiff.

Both parties agreed that Exhibit P-2 filed by the plaintiff was an accurate reflection of the share-holding situation for the relevant period as entered in the company registry books as follows:

152 common in 1968 William R. Lawlor \_\_\_\_159 common in 1969 (father of W. Eric) \_\_\_\_1250 preferred in 68-69 -151 common in 1968 Laurence D. Lawlor \_\_159 common in 1969 (husband of Adrienne) ---- 1250 preferred in 68-69 Peter J. Lawlor Ltd. 500 issued common shares 2,500 issued preferred shares Francis J. McGrath - 200 common Adrienne Lawlor — 200 common W. Eric Lawlor — 200 common a wholly owned subsiduary [sic] 1,130 preferred shares non-voting Plaintiff Co. National 600 issued common shares Vending 1,510 issued preferred shares Co. Ltd.

Dans sa déclaration modifiée, la demanderesse prétend également que l'intervalle de vingt-neuf mois entre le dépôt de son avis d'opposition et la ratification de la nouvelle cotisation par le ministre du Revenu national enfreint le paragraphe 58(3) de la Loi selon lequel le Ministre doit procéder à une telle ratification avec «toute la diligence possible». A l'ouverture de l'audience, la demanderesse a retiré sa modification et est revenue à la déclaration d'origine. L'avocat de la défense a souligné au cours des débats que la modification avait nécessité un deuxième interrogatoire et que les dépens y afférents devraient être taxés à l'encontre de la demanderesse.

Les parties sont d'accord pour dire que la pièce P-2 produite par la demanderesse reflétait avec exactitude la répartition des actions pour la période en question, selon les registres de la d société:



The Minister claims that on or before July 15, 1968 Adrienne Lawlor conveyed 199 shares of Regal to William R. Lawlor (her brother-in-law) and that Eric Lawlor (son of the said William R. D. Lawlor (brother of William R. and husband of Adrienne). The plaintiff claims there was no such transfer intended or completed and therefore the two brothers William R. and Laurence D. were material times the two brothers owned the majority of the issued shares and controlled Peter J. Lawlor Ltd.

The Minister assumes there was a transfer from Adrienne and Eric to William and Laurence mainly on two grounds: the endorsements on the back of the share certificates and a stock purchase agreement dated July 15, 1968.

Firstly as to the endorsements. Nine common stock certificates were filed as exhibits. The first three were for one share each and duly transferred by the incorporators to the three stockholders, Francis G. McGrath, W. Eric Lawlor and Adrienne Lawlor. Certificate number 4, for one share, is issued to Francis G. McGrath, the transfer form in the back is left blank. Certificate number 5, for one share, issued to W. Eric Lawlor has the back transfer form unfilled but signed by W. Eric Lawlor. Certificate number 6, for one share, to Adrienne also shows an unfilled transfer form signed in blank by Adrienne.

Certificate number 7, for 199 shares, issued to h Francis G. McGrath shows the transfer certificate unfilled and unsigned. However certificate number 8, for 199 shares, issued to Adrienne Lawlor has the back transfer form filled in with the name of William Ronald Lawlor and signed by Adrienne Lawlor. And certificate number 9, for 199 shares, to W. Eric Lawlor shows a transfer certificate filled in to the name of Laurence David Lawlor and signed by W. Eric Lawlor.

Le Ministre prétend que, le 15 juillet 1968 ou aux environs de cette date, Adrienne Lawlor a cédé 199 actions de Regal à William R. Lawlor (son beau-frère) et qu'Eric Lawlor (fils dudit Wil-Lawlor) conveyed 199 shares of Regal to Laurence a liam R. Lawlor) a cédé 199 actions de Regal à Laurence D. Lawlor (frère de William R. et mari d'Adrienne). La demanderesse prétend que cette cession n'avait été ni envisagée ni réalisée et que par conséquent les deux frères William R. et Launot shareholders of Regal. It is admitted that at all b rence D. n'étaient pas actionnaires de Regal. Il est reconnu qu'à toute époque pertinente, les deux frères possédaient la majorité des actions émises et contrôlaient Peter J. Lawlor Ltd.

> Lorsqu'il prétend qu'il y a eu un transfert d'actions d'Adrienne et Eric à William et Laurence, le Ministre se fonde essentiellement sur deux raisons: les endossements des certificats d'actions et une convention sur l'achat d'actions en date du 15 juillet 1968.

Voyons d'abord la question des endossements. Neuf certificats d'actions ordinaires ont été produits comme pièces. Les trois premiers concernaient chacun une action et ont été dûment remis par les fondateurs de la compagnie aux trois actionnaires Francis G. McGrath, W. Eric Lawlor et Adrienne Lawlor. Le quatrième certificat concernant une action a été émis au nom de Francis G. McGrath, et le formulaire de cession n'a pas été endossé. Le cinquième certificat concernant une action a été émis au nom de W. Eric Lawlor; le formulaire de cession n'a pas été rempli au dos g mais porte la signature de W. Eric Lawlor. Le sixième certificat concernant une action a été émis au nom d'Adrienne et le formulaire de cession porte le blanc-seing d'Adrienne.

Le septième certificat concernant 199 actions a été émis au nom de Francis G. McGrath et le certificat de cession n'a été ni rempli ni signé. Le huitième certificat concernant 199 actions a été émis au nom d'Adrienne Lawlor, mais le dos du formulaire de cession a été complété et porte le nom de William Ronald Lawlor et la signature d'Adrienne Lawlor. Le neuvième certificat concernant 199 actions a été émis au nom de W. Eric Lawlor et le certificat de cession rempli au nom de

In the shareholders' register appear the names of the three founders and of McGrath, Eric and Adrienne Lawlor. In the directors' register the same six names appear, with McGrath as president. Adrienne, vice-president and Eric, secretary.

The register of transfers shows the transfer from bthe founders to McGrath. Eric and Adrienne of one share each: from the treasury to the same three of one share each; and from the treasury to the same three of 199 shares each. The names of the two brothers. William and Laurence, do not appear on the register.

Francis G. McGrath and the four Lawlors all testified to the effect that there was no intention to transfer the shares from Adrienne and Eric to William and Laurence. They claim that all the documents, including company meeting minutes and share certificates, were signed in the lawyer's office at incorporation. They merely affixed their names where the lawyer asked them to, no questions asked.

Adrienne Lawlor testified that she paid the \$200 for her 200 shares personally, from her own savings of household money and family allowances, f and that she has not sold her shares to anyone. She is not active in the business but receives annual financial statements and occasionally drops in at the office.

Eric is actively engaged in the business which he joined after high school. As far as he is concerned he paid for the 200 shares himself and owns them. He first learned about the alleged transfer when a taxation officer visited Regal. He denies any h n'a eu connaissance de la prétendue cession que agreement, oral or written, to transfer his shares to his father. He never inquired why his uncle's name appeared on the transfer certificate of his 199 shares.

At the trial, Eric's father, William R. Lawlor, denied any arrangement with his son to have the shares transferred to him. However at his examination for discovery he testified that he "wanted some rein on him so I could keep him under my

Laurence David Lawlor et signé par W. Eric Lawlor.

Les noms des trois fondateurs ainsi que ceux de McGrath, Eric et Adrienne Lawlor figurent dans le livre des actionnaires. Ces six noms apparaissent dans le livre du conseil d'administration. McGrath étant président. Adrienne, vice-présidente et Eric. secrétaire.

Le registre indique le transfert d'une action à McGrath, Eric et Adrienne par les fondateurs et le transfert d'une action puis de 199 actions à chacun d'eux par la trésorerie. Les noms des deux frères William et Laurence, n'apparaissent pas sur le registre.

Francis G. McGrath et les quatre Lawlor déclarent tous dans leurs dépositions qu'Adrienne et Eric n'avaient pas l'intention de céder les actions à William et Laurence. Ils prétendent que tous les documents, y compris les procès-verbaux de l'assemblée et les certificats, ont été signés chez l'avocat lors de la constitution. Ils ont simplement apposé leurs noms lorsque l'avocat le leur a demandé, sans poser de questions.

Adrienne Lawlor déclare qu'elle a payé les \$200 pour ces 200 actions avec ses économies et ses allocations familiales et qu'elle n'a vendu ses actions à personne. Elle ne participe pas à l'entreprise, mais reçoit les états financiers annuels et se rend parfois au bureau.

Eric participe activement à l'entreprise dans laquelle il est entré à la fin de ses études secondaires. En ce qui le concerne, il a payé les 200 actions avec son argent personnel et en est propriétaire. Il lorsqu'un fonctionnaire des impôts est venu inspecter les comptes de Regal. Il conteste qu'il v a eu un accord verbal ou écrit concernant la cession de ses parts à son père. Il ne s'est jamais demandé pouri quoi le nom de son oncle figurait sur le certificat de cession de ses 199 actions.

William R. Lawlor, le père d'Eric, a nié à l'audience s'être entendu avec son fils pour que celui-ci lui cède ses parts. Il a cependant déclaré à l'interrogatoire préalable qu'il [TRADUCTION] «voulait exercer un certain contrôle sur lui pour le wing" and "this is why that certificate was signed". At discovery he also admitted that the certificates had been endorsed improperly: Eric's certificate, and not Adrienne's, should have been endorsed over to him. At the trial he stated he did not instruct his solicitor to have some certificates endorsed, but perhaps his accountant had done so. He admitted at discovery that "he was advised that in order to avoid the associated company provisions of the *Income Tax Act* (he) and (his) brother Laurence should not be shareholders of record".

Laurence D. Lawlor testified that he first learned of the transfer endorsations when the tax officer inspected the company books.

The stock purchase agreement relied upon by the Minister to establish his re-assessment was signed by McGrath, William and Laurence Lawlor on July 15, 1968. According to the text of event of death or withdrawal from Regal to the sale and purchase of each other's common stock therein. In order to insure funds to pay for the stock, insurance "has been obtained from the of \$25,000 on each of the three payable to each of the other two. The style and opening paragraphs of the document read as follows:

### COMMON STOCK PURCHASE AGREEMENT WITHOUT TRUSTEE

Synopsis: Three stockholders—obligation to sell and buy—each stockholder insures lives of his associates—proceeds payable to surviving stockholders.

1. This agreement is made by and between Francis Joseph McGrath, William Ronald Lawlor and Laurence David Lawlor, all of Saint John, New Brunswick, hereinafter called stockholders, for their mutual protection in event of the death or withdrawal from Regal Wholesale Ltd. of any one of them and for the sale and purchase of his common stock therein. Common stock in the corporation is owned by them as follows:

Francis Joseph McGrath	1/3
William Ronald Lawlor	1/3
Laurence David Lawlor	1/3

Each hereby agrees to sell the stock standing in his name and the others hereby agree to purchase such stock, in the circumstances at the price, and on the terms and conditions set forth below.

protéger» et que c'était «la raison pour laquelle le certificat avait été signé». A l'interrogatoire, il a également reconnu que les certificats avaient été incorrectement endossés: c'est le certificat d'Eric. a et non pas celui d'Adrienne, qui aurait dû lui être remis par voie d'endossement. A l'audience, il a déclaré qu'il n'avait pas demandé à son avocat de faire endosser certains certificats, mais que son comptable l'avait peut-être fait. Il a reconnu en b outre que [TRADUCTION] «pour se soustraire aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu sur les compagnies associées, on lui avait conseillé de ne pas être inscrit avec son frère Laurence au registre des actionnaires».

Laurence D. Lawlor a déclaré n'avoir eu connaissance des cessions par voie d'endos que lorsque les fonctionnaires des impôts avaient inspecté les livres de la société.

La convention sur l'achat d'actions, sur laquelle le Ministre se fonde pour établir sa nouvelle évaluation, a été signée le 15 juillet 1968 par McGrath, William et Laurence Lawlor. Ce conthe agreement, the three "shareholders" agree in e trat précise que les trois «actionnaires» consentent à vendre et à acheter leurs actions ordinaires respectives en cas de décès ou de retrait de Regal. Pour disposer des sommes nécessaires aux paiements des actions, il était souscrit une assurance Montreal Life Insurance Company" in the amount f de \$25,000 auprès de la Compagnie d'assurancevie de Montréal pour chacun des trois actionnaires et payables à chacun des deux autres. Voici le titre et les premiers paragraphes du document:

### CONVENTION RELATIVE À L'ACHAT D'ACTIONS ORDINAIRES SANS FIDUCIAIRE

Sommaire: Trois actionnaires—obligation de vendre et d'acheter-chaque actionnaire assure la vie de ses associés-montants à verser aux actionnaires survivants.

1. La présente convention est conclue par Francis Joseph h McGrath, William Ronald Lawlor et Laurence David Lawlor, de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), ci-après dénommés actionnaires, pour leur protection mutuelle au cas où l'un d'eux viendrait à décéder ou à se retirer de Regal Wholesale Ltd. ainsi que pour la vente et l'achat de leurs actions ordinaires. Ils sont propriétaires des actions ordinaires de la compagnie dans i les proportions suivantes:

Francis Joseph McGrath	1/3
William Ronald Lawlor	1/3
Laurence David Lawlor	1/3

Chacun d'eux consent à vendre les actions libellées à son nom et les autres à acheter ces actions dans les circonstances, au prix et aux conditions ci-après mentionnés.

2. Each stockholder has assigned his stock in blank and deposited the certificate with the secretary of the corporation who is authorized and directed to write on the face of each stock certificate the following: "This certificate is held subject to stockpurchase [sic] agreement dated Day of July, 1968". Such assignment and deposit shall not affect the right of the stockholder to vote the stock and receive the dividends thereon until such time as the purchase price has been received by him or his executor or administrator under the terms of this agreement. A schedule of the stock included in this agreement is attached. No certificate of stock subject to this agreement shall be assigned, encumbered or otherwise disposed of during the b continuance of this agreement except as provided herein.

William Lawlor testified at the trial that he did not hold 1/3 of the stock and that he signed the document because an insurance agent. Robert Wisted, suggested the agreement to sell them life insurance policies. But he admitted at discovery that someone, perhaps himself, could have told the insurance agent that he was a one-third shareholder of the company.

I conclude that William R. and Laurence D. Lawlor never intended to divest themselves of the ownership of their shares in Regal. They were e advised that they should not appear on the company register as owners of record to avoid the associated company provisions of the *Income Tax* Act. They had son Eric and wife Adrienne endorse the transfer certificates over to them (each to the f wrong party by inadvertence) and kept the certificates in their possession and under their control at the office. Their signing, along with McGrath, of the common stock agreement is an obvious confirmation of that conclusion.

Plaintiff alleges there has been no transfer of the shares to William R. and Laurence D. Lawlor because their names were never entered in the h Lawlor puisque leurs noms n'ont jamais été portés company register as required under the New Brunswick Companies Act2. Sections 73 and 104(1) of chapter 33, R.S.N.B. 1952, then in force, read as follows:

73. Except for the purpose of exhibiting the rights of parties to any transfer of shares towards each other and of rendering any transferee jointly and severally liable with the transferor to the company and its creditors, no transfer of shares unless made by sale under execution or under decree, order or judgment of a court of competent jurisdiction, shall be valid for any purpose whatever until entry of such transfer is duly made in

William Lawlor a déclaré à l'audience qu'il ne détenait pas un tiers et qu'il avait signé le document parce qu'un agent d'assurance, Robert Wisted, avait suggéré cette entente afin de leur vendre des polices d'assurance-vie. Mais il a reconnu au cours de l'interrogatoire que quelqu'un. peut-être lui-même, pouvait avoir dit à l'agent d'assurance qu'il était actionnaire de la compagnie pour un tiers.

Je conclus que William R. et Laurence D. Lawlor n'ont jamais eu l'intention de se dessaisir. de leurs actions dans Regal. On leur a conseillé de ne pas figurer comme propriétaires sur le registre de la compagnie afin d'éviter les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu relatives aux compagnies associées. Eric et Adrienne ont transmis les certificats de cession à leur père et à leur mari respectivement (en fait les noms ont été inversés par inadvertance) par voie d'endossement. Ces derniers les ont alors gardés en leur possession au bureau. Le fait qu'ils ont signé la convention avec g McGrath est une confirmation évidente de cette conclusion.

La demanderesse prétend que les actions n'ont iamais été cédées à William R. et Laurence D. au registre de la compagnie comme l'exige la Loi sur les compagnies du Nouveau-Brunswick<sup>2</sup>. Voici le texte des articles 73 et 104(1) du chapitre 33. S.R.N.-B. 1952, en vigueur à l'époque:

73. Sauf pour constater les droits réciproques des parties à un transfert d'actions et rendre le cessionnaire responsable conjointement et solidairement avec le cédant envers la compagnie et ses créanciers, nul transfert d'actions, s'il n'est effectué par vente forcée ou à la suite de l'ordonnance ou du jugement d'une cour compétente, n'est valable à quelque fin que ce soit tant qu'il n'a pas été dûment inscrit sur le registre des trans-

<sup>2.</sup> Chaque actionnaire a transféré ses actions en blanc et consigné le certificat auprès du secrétaire de la compagnie qui est mandaté pour écrire au recto de chaque certificat la mention suivante: «Ce certificat est soumis à la convention de juillet 1968 relative à l'achat des actions». Une telle consignation n'affectera pas le droit de vote de l'actionnaire ni son droit de percevoir le dividende avant que lui, son exécuteur ou administrateur n'ait perçu le prix d'achat en exécution de la présente convention. Un inventaire des actions régies par la présente convention est ci-joint. Aucun certificat régi par celle-ci ne sera consigné, gagé ou cédé par tout autre moyen durant la validité de cette convention sous réserve de ces dispositions.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> R.S.N.B. 1952, c. 33.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> S.R.N.-B. 1952, c. 33.

the register of transfers; provided that as to the stock of any company listed and dealt with on any recognized stock exchange by means of stock certificates, commonly in use endorsed in blank, and transferable by delivery, such endorsation and delivery shall, except for the purpose of voting at meetings of the company, constitute a valid transfer.

104. (1) A book called the register of transfers shall be provided, and in such book shall be entered the particulars of every transfer of shares in the capital of the company.

Subsection 39(4) of the *Income Tax Act* deter- b mines whether corporations are associated with one another:

- 39. (4) For the purpose of this section, one corporation is associated with another in a taxation year, if at any time in the
  - (a) one of the corporations controlled the other.
  - (b) both of the corporations were controlled by the same person or group of persons,
  - (c) each of the corporations was controlled by one person and the person who controlled one of the corporations was d related to the person who controlled the other, and one of those persons owned directly or indirectly one or more shares of the capital stock of each of the corporations,
  - (d) one of the corporations was controlled by one person and that person was related to each member of a group of persons that controlled the other corporation, and one of those persons owned directly or indirectly one or more shares of the capital stock of each of the corporations, or
  - (e) each of the corporations was controlled by a related group and each of the members of one of the related groups was related to all of the members of the other related group. and one of the members of one of the related groups owned directly or indirectly one or more shares of the capital stock of each of the corporations.

The meaning of "control" in 39(4) has been field's Ltd. v. M.N.R.<sup>3</sup>:

Many approaches might conceivably be adopted in applying the word "control" in a statute such as the Income Tax Act to a corporation. It might, for example, refer to control by "management", where management and the Board of Directors are separate, or it might refer to control by the Board of Directors. The kind of control exercised by management officials or the Board of Directors is, however, clearly not intended by section 39 when it contemplates control of one corporation by another as well as control of a corporation by individuals (see subsection (6) of section 39). The word "control" might conceivably refer to de facto control by one or more shareholders whether or not they hold a majority of shares. I am of the view, however, that, in section 39 of the Income Tax Act, the word "controlled" contemplates the right of control that rests in ownership of such a number of shares as carries with it the

ferts; mais en ce qui concerne le capital social d'une compagnie

- 104. (1) La compagnie doit aussi avoir un livre portant le nom de registre des transferts, et dans lequel sont inscrits les détails de tout transfert d'actions du capital de la compagnie.
- Le paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt sur le revenu détermine dans quels cas des compagnies sont réputées associées:
- 39. (4) Aux fins du présent article, une corporation est associée à une autre dans une année d'imposition si, à quelque moment pendant l'année,
  - a) une des corporations contrôlait l'autre.
  - b) les deux corporations étaient contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes,
  - c) chacune des corporations était contrôlée par une personne et si la personne qui contrôlait une des corporations était liée à la personne qui contrôlait l'autre, et si une de ces personnes possédait directement ou indirectement une ou plusieurs actions de capital social de chacune des corporations,
  - d) une des corporations était contrôlée par une personne et si cette personne était liée à chaque membre d'un groupe de personnes qui contrôlaient l'autre corporation, et si une de ces personnes possédait directement ou indirectement une ou plusieurs actions de capital social de chacune des corporations, ou si
  - e) chacune des corporations était contrôlée par un groupe lié et si chaque membre d'un des groupes liés était lié à tous les membres de l'autre groupe lié, et si un des membres d'un des groupes liés possédait directement ou indirectement une ou plusieurs actions de capital social de chacune des corporations.
- La signification du mot «contrôle» à l'article defined by Jackett P., as he then was, in Bucker- g 39(4) a été défini par le président Jackett, maintenant juge en chef, dans l'affaire Buckerfield's Ltd. c.  $M.R.N.^{3}$ :

[TRADUCTION] Il est concevable qu'il puisse exister plusieurs façons de comprendre le mot «contrôle» dans un texte législatif tel que la Loi de l'impôt sur le revenu, quand on applique ce mot à une corporation. Il peut par exemple se rapporter au contrôle par les «membres de la direction», lorsque la direction et le conseil d'administration sont distincts, ou il peut se rapporter au contrôle exercé par le conseil d'administration. Le genre de contrôle qu'exercent les membres de la direction ou le conseil d'administration n'est évidemment pas celui que vise l'article 39 en parlant du contrôle d'une corporation par une autre de même que du contrôle d'une corporation par des particuliers (voir le paragraphe (6) de l'article 39). On conçoit très bien que le mot «contrôle» puisse se rapporter à un contrôle de fait par un actionnaire ou plus détenant ou non une majorité des actions. Je crois cependant qu'à l'article 39 de la

coté et négocié à une bourse reconnue au moven de titres. communément en usage endossés en blanc, et transférables par livraison, cet endossement et cette livraison, sauf aux fins de voter lors des assemblées de la compagnie, constituent un a transfert valable.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> [1965] 1 Ex.C.R. 299 at pages 302-303.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> [1965] 1 R.C.É. 299 aux pages 302-303.

right to a majority of the votes in the election of the Board of Directors. See *British American Tobacco Co. v. I. R. C.* [1943] 1 A.E.R. 13, where Viscount Simon L. C., at page 15, says:

The owners of the majority of the voting power in a company are the persons who are in effective control of its affairs and fortunes.

Plaintiff contends that William R. and Laurence D. did not control Regal. Their names were not entered on the company register, not being shareholders they were not entitled to receive notice of (by-law 37) and vote at meetings (by-law 38). Plaintiff further claims that one could become a shareholder of Regal only by allotment (by-law 42) or by transfer (by-law 46) of shares, and that allotment is not alleged.

The purpose of section 73 of the New Brunswick Companies Act (supra), and other such federal and provincial provisions, is to establish the effective moment of recognition of shareholders for the company's purposes; the company will not recognize the transferee of the shares until registration has been completed.

But as between transferor and transferee the essential elements are the execution of the transfer certificate and the delivery thereof. So far as the transferor is concerned the transaction is completed between himself and the transferee when he hands over the endorsed certificate and there and then beneficial ownership has passed, although from the company's standpoint the transferee does not become a shareholder until his name appears on the register.

In Danalan Investments Limited v. M.N.R.<sup>4</sup>, the Minister treated the appellant and two other corporations as "associated corporations" within subsection 39(4) contending that the true ownership of the shares was other than as reflected on the share registers. Collier J. held at page 253 that the names on the register were mere nominees:

Les détenteurs de la majorité des voix dans une compagnie sont effectivement ceux qui ont le contrôle réel sur ses affaires et ses destinées.

La demanderesse soutient que William R. et Laurence D. ne contrôlaient pas Regal. Leurs noms ne figuraient pas au registre de la compagnie et, n'étant pas actionnaires, ils n'étaient pas habilités à être informés (règlement 37) des assemblées ni à participer au vote (règlement 38). La demanderesse soutient en outre que l'on ne pouvait devenir actionnaire de Regal que par répartition (règlement 42) ou par le transfert (règlement 46) d'actions, et qu'il n'y a pas eu de répartition d'actions.

L'article 73 de la Loi sur les compagnies du Nouveau-Brunswick (précité) et d'autres dispositions fédérales ou provinciales semblables visent à déterminer la date effective à laquelle les actionnaires sont formellement reconnus comme tels aux fins de la compagnie; celle-ci ne reconnaîtra pas comme tel le cessionnaire d'actions avant que le transfert ait été enregistré.

Mais entre le cédant et le cessionnaire, l'exécution du certificat de cession et sa délivrance constituent les éléments essentiels. En ce qui concerne le cédant, la transaction est réalisée lorsqu'il transmet le certificat endossé; il y a eu transfert de propriété bien que du point de vue de la compagnie le cessionnaire ne devienne actionnaire que lorsque son nom est inscrit au registre.

Dans l'affaire Danalan Investments Limited c. M.R.N.<sup>4</sup>, le Ministre a considéré l'appelante et deux autres compagnies comme «corporations i associées» au sens du paragraphe 39(4) au motif que la propriété réelle des actions ne correspondait pas à ce qu'indiquaient les registres. A la page 253, le juge Collier a décidé que les propriétaires inscrits au registre n'étaient en fait que des personnes désignées:

Loi de l'impôt sur le revenu, le mot «contrôlé» recouvre le droit de contrôle qui découle de la propriété d'un certain nombre d'actions, donnant droit à la majorité des voix à l'élection du conseil d'administration. Voir British American Tobacco Co. c. I. R. C. [1943] 1 A.E.R. 13 où le lord chancelier, le vicomte a Simon, a déclaré à la page 15:

<sup>4 [1973]</sup> C.T.C. 251.

<sup>4 [1973]</sup> C.T.C. 251.

The books of the two companies record the shareholdings as contended by the appellants. A number of share certificates in support of most of the holdings alleged were filed as exhibits on behalf of the appellants. Subsection 50(2) of the Quebec Companies Act provides that a share certificate shall be prima facie evidence of title of the shareholder to the shares mentioned in it. In my opinion the presumption created by the statute has been rebutted by the respondent. I find the respondent has proved, by a preponderance of evidence, that some of these alleged shareholders (sufficient to amount to at least 6%) were not the true owners of the shares, but were mere nominees of Benjamin Wainberg.

In Re Montgomery and Wrights Ltd.5, Middleton J. said that although a transfer of stock must "be duly recorded to complete the title, but any unrecorded dealing is not void, but is valid as exhibiting the rights of the parties thereto towards each other". He held that an unrecorded transfer of a share gave the transferee the title to the share as against the purchaser at a sheriff's sale.

I find that William R. and Laurence D. Lawlor shares in Regal and therefore that Regal and Vending, admittedly a wholly owned subsidiary of Peter J. Lawlor Ltd., are associated companies within the meaning of the *Income Tax Act*.

Counsel for the defendant in his argument took the position that even without having any regard to the legal effect of the non-registered share transfers, Regal and Vending still were associated within the meaning of the *Income Tax Act*.

He submitted that by virtue of paragraph 39(4)(d), with the names of the shareholders as they appear on the register, the companies are associated:

39. (4) For the purpose of this section, one corporation is associated with another in a taxation year, if at any time in the year,

(d) one of the corporations was controlled by one person and i that person was related to each member of a group of persons that controlled the other corporation, and one of those persons owned directly or indirectly one or more shares of the capital stock of each of the corporations, or

Les registres des deux compagnies font état de la même répartition des actions que celle mentionnée par les appelantes. Un certain nombre de certificats d'actions confirmant le titre de la plupart des actionnaires mentionnés a été versé au dossier au nom des appelantes. Le paragraphe 50(2) de la Loi des compagnies du Québec prévoit qu'un certificat d'actions fait preuve, par lui-même, que l'actionnaire a droit à l'action y mentionnée. J'estime que l'intimé a réfuté la présomption créée par la Loi. Je conclus que l'intimé a démontré, vu la prépondérance de ses preuves, que certains de ces prétendus actionnaires (représentant au moins 6% des actions) n'étaient pas les vrais propriétaires des actions, mais simplement des personnes désignées par Benjamin Wainberg.

Dans l'affaire Re Montgomery and Wrights Ltd. 5, le juge Middleton a déclaré que, bien qu'un transfert d'actions doive [TRADUCTION] «être dûment enregistré pour qu'il y ait transfert du titre de propriété, une transaction non enregistrée n'est cependant pas nulle, elle est valable en ce qu'elle constate les droits réciproques des parties». Il a jugé que le transfert non enregistré d'une action conférait au cessionnaire le droit de propriété de l'action, à l'encontre de l'acheteur de cette action à une vente judiciaire.

Je conclus que William R. et Laurence D. were beneficial owners of the majority of the e Lawlor étaient les propriétaires de la majorité des actions de Regal et que Regal et Vending, reconnue comme filiale en propriété exclusive de Peter J. Lawlor Ltd., sont des compagnies associées au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

> L'avocat de la défense a fait valoir dans sa plaidoirie que Regal et Vending étaient associées au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu sans que l'on ait à considérer l'effet juridique des transferts g non enregistrés d'actions.

Il a soutenu qu'étant donné que les noms des actionnaires sont inscrits au registre, les compagnies sont associées au sens de l'alinéa 39(4)d):

39. (4) Aux fins du présent article, une corporation est associée à une autre dans une année d'imposition si, à quelque moment pendant l'année,

d) une des corporations était contrôlée par une personne et si cette personne était liée à chaque membre d'un groupe de personnes qui contrôlaient l'autre corporation, et si une de ces personnes possédait directement ou indirectement une ou plusieurs actions de capital social de chacune des corporations, ou si

j

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> (1916-17) 38 O.L.R. 335 at page 336.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> (1916-17) 38 O.L.R. 335 à la page 336.

According to defendant's alternative position, the companies were associated as follows: (1) Vending "was controlled by one person" (namely Peter J. Lawlor Ltd.) and (2) Peter J. Lawlor Ltd. "was related to each member of a group of per- a sons" (namely Adrienne Lawlor and Eric Lawlor) "that controlled" Regal and (3) "one of those persons", (namely Peter J. Lawlor Ltd., or Adrienne Lawlor or W. Eric Lawlor), "owned directly or indirectly one or more shares of ... b directement ou indirectement une ou plusieurs each of" Regal and Vending.

Defendant claims that the three component requirements of paragraph 39(4)(d) as enumerated above are satisfied as follows:

Firstly, Vending was controlled by one person. namely Peter J. Lawlor Ltd. Peter J. Lawlor Ltd. is a person within the meaning of the *Income Tax* Act by virtue of paragraph 139(1)(ac). The evidence is that Peter J. Lawlor Ltd. owned, during the taxation years in question, all of the issued shares of Vending;

Secondly, Peter J. Lawlor Ltd. was related to each member of the group of persons (namely e Adrienne Lawlor and W. Eric Lawlor) that controlled Regal. By applying the relevant provisions of the Income Tax Act to the facts of this case it is submitted that this requirement of paragraph 39(4)(d) is satisfied as follows:

William R. Lawlor and Laurence D. Lawlor, being brothers are connected by blood relationship and therefore are related:

- 139. (5a) For the purpose of subsection (5),(5c) and this gsubsection, "related persons", or persons related to each other,
  - (a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;
- 139. (6) For the purpose of paragraph (a) of subsection
  - (a) persons are connected by blood relationship if one is the child or other descendant of the other or one is the brother or sister of the other;
  - (b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person who is so connected by blood relationship to the other; and

Together William R. Lawlor and Laurence D. ; Lawlor owned the majority of the common shares and all of the preferred shares of Peter J. Lawlor

La défenderesse prétend subsidiairement que les compagnies étaient associées de la façon suivante: (1) Vending «était contrôlée par une personne» (à savoir Peter J. Lawlor Ltd.) et (2) Peter J. Lawlor Ltd. «était liée à chaque membre d'un groupe de personnes» (à savoir Adrienne Lawlor et Eric Lawlor) «qui contrôlaient» Regal et (3) «une de ces personnes» (à savoir Peter J. Lawlor Ltd. ou Adrienne Lawlor ou W. Eric Lawlor), «possédait actions de» Regal et Vending.

La défenderesse prétend que les trois exigences énoncées à l'alinéa 39(4)d), précité, sont satisfaites de la façon suivante:

En premier lieu, Vending était contrôlée par Peter J. Lawlor Ltd., qui est une personne au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 139(1)ac). La preuve en est que Peter J. Lawlor Ltd. possédait au cours des années d'imposition en cause toutes les actions émises de Vending;

Deuxièmement, Peter J. Lawlor Ltd. était liée à chaque membre du groupe de personnes (à savoir Adrienne Lawlor et W. Eric Lawlor) qui contrôlaient Regal. En appliquant les dispositions pertinentes de la Loi de l'impôt sur le revenu aux faits de la présente affaire, cette exigence prévue à l'alinéa 39(4)d) serait satisfaite car:

William R. Lawlor et Laurence D. Lawlor sont unis par les liens du sang puisqu'ils sont frères; ils sont donc des «personnes liées»:

- 139. (5a) Aux fins du paragraphe (5), du paragraphe (5c) et du présent paragraphe, des «personnes liées», ou des personnes liées entre elles, sont
  - a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
  - 139. (6) Aux fins de l'alinéa a) du paragraphe (5a),
  - a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une est l'enfant ou autre descendant de l'autre ou si l'une est le frère ou la sœur de l'autre;
  - b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est ainsi unie à l'autre par les liens du sang: et

William R. Lawlor et Laurence D. Lawlor détenaient ensemble la majorité des actions ordinaires et toutes les actions privilégiées de Peter J. Lawlor Ltd. Accordingly, William R. Lawlor and Laurence D. Lawlor are a related group which controls Peter J. Lawlor Ltd.:

- 139. (5c) In subsection (5a),(5d) and this subsection,
- (a) "related group" means a group of persons each member of which is related to every other member of the group; and
- 139. (5d) For the purpose of subsection (5a)
- (a) where a related group is in a position to control a corporation, it shall be deemed to be a related group that controls the corporation whether or not it is part of a larger group by whom the corporation is in fact controlled;

Therefore by virtue of subparagraph 139(5a)(b)(ii), Peter J. Lawlor Ltd. is related to both William R. Lawlor and Laurence D. Lawlor:

139. (5a) For the purpose of subsection (5),(5c) and this subsection, "related persons", or persons related to each other, are

- (b) a corporation and
  - (i) a person who controls the corporation, if it is controlled by one person,
  - (ii) a person who is a member of a related group that controls the corporation, or
  - (iii) any person related to a person described by subparagraph (i) or (ii);

By virtue of subparagraph 139(5a)(b)(iii) Peter J. Lawlor Ltd. is related to any person who in turn is related to William R. Lawlor and Laurence D. Lawlor. Adrienne Lawlor is related to Laurence D. Lawlor, being his wife. W. Eric Lawlor is related to William R. Lawlor, being his son. Therefore, Peter J. Lawlor Ltd. is related to both Adrienne Lawlor and W. Eric Lawlor who together form a group which controls Regal. Subsection 39(4) of the Act does not require the group which controls Regal to be related. Accordingly, the fact that Adrienne Lawlor and Eric Lawlor are not themselves related, does not, it is submitted, remove the present fact situation from the ambit of subsection 39(4).

Thirdly, the ownership by Peter J. Lawlor Ltd. of shares in both Regal and Vending is sufficient to satisfy the third requirement of paragraph 39(4)(d). The fact that neither Adrienne Lawlor nor W. Eric Lawlor owned shares in National Vending Ltd. does not prevent the operation of that provision.

Ltd. En conséquence, William R. Lawlor et Laurence D. Lawlor constituent un groupe lié qui contrôle Peter J. Lawlor Ltd.:

- 139. (5c) Dans le paragraphe (5a),(5d) et le présent a paragraphe,
  - a) «groupe lié» signifie un groupe de personnes dont chaque membre est lié à chaque autre membre du groupe; et
  - 139. (5d) Aux fins du paragraphe (5a)
  - a) lorsqu'un groupe lié est en mesure de contrôler une corporation, il est réputé un groupe lié qui contrôle la corporation, qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus considérable par lequel la corporation est en fait contrôlée; et
- Par conséquent, Peter J. Lawlor Ltd. est à la fois liée à William R. Lawlor et Laurence D. Lawlor en vertu du sous-alinéa 139(5a)b)(ii):
- 139. (5a) Aux fins du paragraphe (5), du paragraphe (5c) et du présent paragraphe, des «personnes liées», ou des persond nes liées entre elles, sont
  - b) une corporation et
    - (i) une personne qui contrôle la corporation si cette dernière est contrôlée par une personne,
    - (ii) une personne qui est membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation, ou
    - (iii) toute personne liée à une personne décrite au sous-alinéa (i) ou (ii);
- En vertu du sous-alinéa 139(5a)b)(iii), Peter J. Lawlor Ltd. est liée à toute personne qui à son tour est liée à William R. Lawlor et Laurence D. Lawlor. Adrienne Lawlor est liée à Laurence D. Lawlor, son époux. W. Eric Lawlor est lié à William R. Lawlor, son père. Peter J. Lawlor Ltd. est donc à la fois liée à Adrienne Lawlor et à W. Eric Lawlor qui forment un groupe contrôlant Regal. L'article 39(4) de la Loi n'exige pas que le groupe ayant le contrôle de Regal soit lié. On prétend donc que même s'il n'y a pas de lien entre Adrienne Lawlor et Eric Lawlor, le paragraphe 39(4) s'applique à la présente situation.
- Troisièmement, le fait que Peter J. Lawlor Ltd. possède à la fois des actions de Regal et de Vending suffit pour remplir la troisième exigence de l'alinéa 39(4)d). Même si Adrienne Lawlor et W. Eric Lawlor ne possédaient ni l'un ni l'autre des actions de National Vending Ltd., cela n'empêche pas l'application de cette disposition.

Defendant submitted that authority for this proposition may be found in *Electric Power* Equipment Ltd. v. M.N.R. 6 In his decision, Sheppard D.J. interpreted paragraph 39(4)(b) and held that "one of those persons" referred to any of the a "persons" to which reference is previously made in the subparagraph. In other words, it is submitted that "one of those persons" refers to the "person" who controlled by itself the one corporation as well as to any of the persons in the group controlling b the other. Therefore, if Peter J. Lawlor Ltd. owned one or more shares, not necessarily voting shares, of the capital stock of both Regal and National Vending, then the two latter corporations would be associated within the meaning of paragraph c 39(4)(b). Since Peter J. Lawlor Ltd. did own preferred shares in Regal, and owned all of the issued shares in Vending, the two corporations are associated.

In my view, the alternative position of the defendant is valid: regardless of the effect of non-registration of the shares, Regal and Vending are still associated within the meaning of the *Income Tax Act*.

Plaintiff argued that the alternative position was predicated on the premise that Adrienne and Eric Lawlor are a "group" of persons who controlled Regal and submitted they did not constitute a "group" within the meaning of the legislation. Plaintiff claimed that as defined by the Oxford and Webster dictionaries, the word "group" connotes "collective unity", "segregation from others", having a "community of interest".

In Yardley Plastics of Canada Ltd. v. M.N.R.<sup>7</sup> Noël J. said at page 5188:

I do not believe, as submitted by counsel for the Minister, that the latter is allowed to choose out of several possible groups any aggregation holding more than 50% of the voting power, even if the members of the group are common shareholders in both corporations and that such a group then becomes irrebuttably deemed to be the controlling group for the purposes of section 39(4) of the Act as this could lead to an absurd situation where no two-large corporations in this country would be safe from being held to be associated.

La défenderesse, à l'appui de cette proposition, cite l'arrêt Electric Power Equipment Ltd. c. M.R.N. Dans sa décision, le juge suppléant Sheppard examinait l'alinéa 39(4)d) et a jugé que par «une de ces personnes» il fallait comprendre «toute personne» dont il est fait antérieurement mention dans le sous-alinéa. En d'autres mots, on prétend que l'expression «une de ces personnes» vise aussi bien «la personne» qui contrôlait elle-même ladite corporation que toute personne du groupe qui contrôlait l'autre. Par conséquent, si Peter J. Lawlor Ltd. possédait une ou plusieurs actions (pas nécessairement des actions donnant droit de vote) du capital de Regal et de National Vending, ces deux dernières compagnies seraient alors associées au sens de l'alinéa 39(4)b). Puisque Peter J. Lawlor Ltd. possédait des actions privilégiées dans Regal, et possédait toutes les actions émises de Vending, les deux sociétés étaient associées.

A mon avis, l'argument subsidiaire de la défenderesse est valable: quelle que soit la conséquence de l'absence d'enregistrement des actions, Regal et Vending demeurent associées au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

La demanderesse fait valoir que cet argument était fondé sur la proposition selon laquelle Adrienne et Eric Lawlor constituaient un «groupe» de personnes qui contrôlaient Regal et il prétend qu'ils ne formaient pas un «groupe» au sens de la Loi. La demanderesse prétend que, selon les dictionnaires Oxford et Webster, le mot «groupe» signifie «entité collective» et, par connotation, implique l'idée de «ségrégation» et de «communauté d'intérêt».

Dans l'affaire Yardley Plastics of Canada Ltd. h c. M.R.N.<sup>7</sup>, le juge Noël a déclaré à la page 5188:

[TRADUCTION] Je ne pense pas que le Ministre soit autorisé, comme le prétend l'avocat de ce dernier, à choisir parmi différents groupes possibles un groupe détenant plus de 50% des actions donnant droit de vote, même si les membres du groupe sont actionnaires ordinaires des deux sociétés, ni qu'un tel groupe puisse alors être absolument considéré comme détenant le pouvoir de contrôle aux fins de l'article 39(4) de la Loi. Ceci pourrait en effet conduire à une situation absurde dans laquelle toute société importante de ce pays pourrait être considérée comme associée à une autre.

<sup>6 [1968] 1</sup> Ex.C.R. 460.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>66 DTC 5183.

<sup>6 [1968] 1</sup> R.C.É. 460.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> 66 DTC 5183.

"Group" was defined in S. Madill Ltd. v. M.N.R.<sup>8</sup> as people having "a community of interest and concern". It was defined in Vina-Rug (Canada) Ltd. v. M.N.R.<sup>9</sup> as persons who "had at all material times a sufficient common connection".

In Buckerfield's Ltd. v. M.N.R. (supra) Jackett P., now Chief Justice of this Court, said at page 304 that "the word group in its ordinary meaning, as I understand it, can refer to any number of persons from two to infinity".

Surely, these two persons, Adrienne and Eric c Lawlor, have a community of interest and concern, a common connection, a sufficient collective unity to form a "group". The aunt and nephew are not only related to the two Lawlor brothers, they all earn their livelihood from the same business ventures. They are all Lawlors, by their own admission a tightly knit family group.

In conclusion, the re-assessments are affirmed e and the appeal is dismissed, with costs to the defendant.

Ltd. v. Dans l'affaire S. Madill Ltd. c. M.R.N.<sup>8</sup>, le mot «groupe» a été défini comme des personnes ayant «une communauté d'intérêt et d'objectif». Dans l'affaire Vina-Rug (Canada) Ltd. c. M.R.N.<sup>9</sup>, il a été défini comme des personnes qui [TRADUCTION] «entretiennent suffisamment de relations courantes à tout moment pertinent».

Dans l'affaire Buckerfield's Ltd. c. M.R.N. (précitée) le président Jackett, maintenant juge en chef de la Cour fédérale, a déclaré à la page 304 que [TRADUCTION] «le mot groupe, dans son sens ordinaire, s'applique, à ma connaissance, à tout nombre de personnes allant de deux à l'infini».

Ces deux personnes, Adrienne et Eric Lawlor, ont certainement une communauté d'intérêt et d'objectif, des relations courantes, et une unité suffisante pour constituer un «groupe». La tante et le neveu ne sont pas seulement liés aux deux frères Lawlor, mais ils tirent tous leurs revenus des mêmes activités commerciales. Ce sont tous des Lawlor et ils reconnaissent faire partie d'un groupe familial étroitement uni.

e En conclusion, les nouvelles cotisations sont confirmées et l'appel est rejeté, avec dépens à la défenderesse.

<sup>8 [1972]</sup> F.C. 6.

<sup>9 [1968]</sup> S.C.R. 193.

<sup>8 [1972]</sup> C.F. 6.

<sup>9 [1968]</sup> R.C.S. 193.